- Quelle est la nature et l'origine de cette crise ?
- Quels sont les enchaînements aux Etats-Unis ?
- Comment se propage la crise en Europe et en France ?
- Quelles sont les répercussions sur l'économie française ?
- Pourquoi faut-il sauver le système bancaire ?
- Les réponses du Président de la République sont-elles adaptées ?
- Comment les socialistes répondent aux menaces qui pèsent sur les particuliers et sur les entreprises ?
- Quelles sont les politiques de régulation à mener en France et en Europe ?

1) Quelle est la nature et l'origine de cette crise ?

1) Quelle est la nature et l'origine de cette crise ?

La crise d'un système

- Le système de la dérégulation mise en œuvre par les gouvernements libéraux a déjà provoqué trois grandes crises (1987, 1998, 2000)
- Ces crises ont toujours les mêmes facteurs :
 - désengagement des Etats,
 - déréglementation des marchés,
 - défiscalisation,
 - surendettement des ménages.

L'activité financière prend le pas sur l'activité économique

- Les produits financiers : 99% du PIB mondial
- La libéralisation sans contrôle des mouvements de capitaux conduit progressivement à la déconnexion entre le système financier et l'économie réelle.

Nature et origine de la Crise

1) Quelle est la nature et l'origine de cette crise ?

La déréglementation bancaire

- Un établissement bancaire ne doit pas accorder de crédits au-delà de ce que lui permet ses fonds propres.
- Mais ces établissements ne sont pas véritablement surveillés par les autorités financières.
- De nombreuses opérations plus ou moins risquées se trouvent hors bilan.
- De nouveaux produits sont sans cesse inventés conduisant à la spéculation nourrie par l'endettement.
- Les marchés financiers se substituent au crédit bancaire.
- Toutes sortes de fonds spéculatifs accordent des crédits
- Le phénomène de « titrisation » transforme des crédits bancaires en titres vendus sur des marchés financiers.
- Ainsi le risque est disséminé à travers l'ensemble du système.
- L'établissement qui ouvre le crédit n'en supporte plus seul le risque,ce qui le conduit à en prendre toujours davantage.

La spirale spéculative

2) Quels sont les enchaînements aux Etats-Unis ?

2) Quels sont les enchaînements aux Etats-Unis

- La FED (Réserve Fédérale américaine) mène, dans les années 1990, une politique de taux d'intérêt bas, rendant le crédit peu cher.
- Des mécanismes d'emprunt complexes et opaques se multiplient (ex. : les « subprimes »)
- Des banquiers américains octroient des prêts à taux variables à des ménages peu solvables.
- La capacité de remboursement est calculée non pas sur les revenus, mais sur la valeur de l'habitation en pariant sur son augmentation.
- En 2007: chute des prix de l'immobilier,
 - augmentation des taux d'intérêt,
 - Les ménages endettés ne peuvent plus rembourser leurs emprunts.
- Juillet 2007: les effets pervers du mécanisme s'enclenchent. Pour la première fois, 2 fonds d'investissement d'une banque (Bear Steams) font faillite.
- La crise devient générale et durable.
- Sont concernés: l'ensemble des crédits « titrisés » et donc l'ensemble des établissements qui ont investi par ce biais les marchés de crédit (assureurs, fonds de pension, banques d'investissement, fonds commun de placement,...)
- Les établissements aux valeurs « titrisées » sont progressivement fragilisés.
- Plusieurs d'entre eux sont acculés à la faillite.

Le piège des "subprimes"

La contamination

2) Quels sont les enchaînements aux Etats-

- Automne 2007 : Merill Lynch, banque d'investissement US, constate un lourd déficit.
- Mars 2008 : JP Morgans rachète au rabais Bear Stearns, afin d'éviter la faillite.
- Juillet 2008 Septembre 2008 :

hypothécaire, voient leur cours de s'effondrer.

- 2 institutions de refinancement Freddie Mac et Fannie Mae, de bourse

5400 hypothécaires.

 Elles sont mises sous tutelle par le Trésor américain alors qu'elles devaient couvrir milliards \$ de crédits

Mi Septembre :

- Merill Lynch est rachetée par Bank of

Lehman boursière.

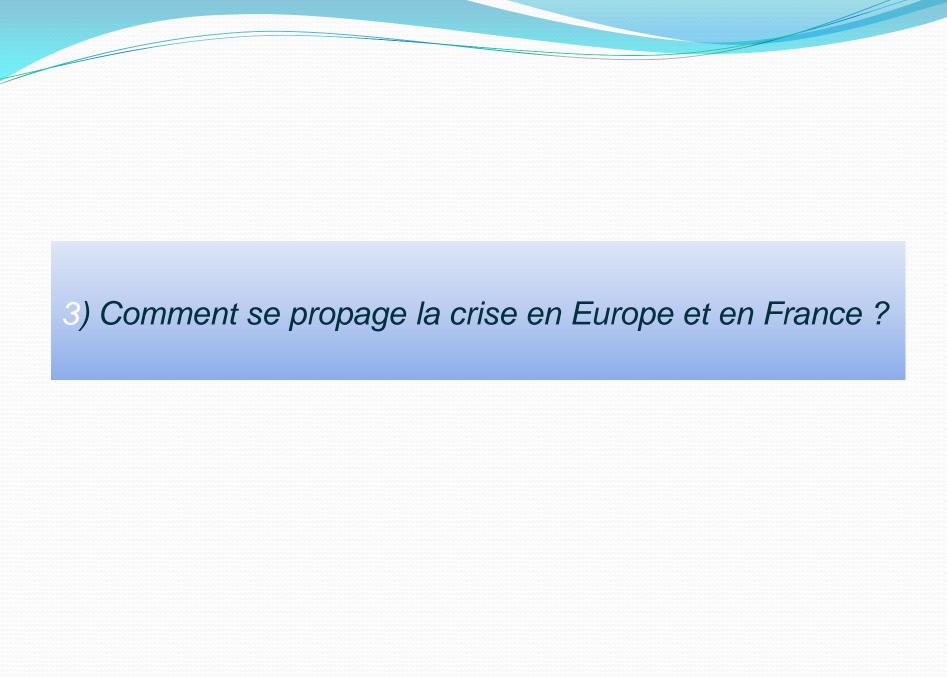
America

- la faillite de la 3ème banque d'affaires Brothers provoque une panique

L'appel aux contribuables

La spirale infernale

- Début octobre : Le Congrès américain vote, le plan Paulson (700 milliards\$ pour le rachat des actifs invendables des banques américaines).
- Le plan ne résoud que l'urgence.



Propagation de la crise

3) Comment se propage la crise en Europe et en France ?

La mondialisation financière

- Imbrication étroite entre le système financier américain et celui du reste du monde.
- Des établissements financiers du monde entier possèdent des valeurs américaines titrisées
- Lehman Brothers a des liens avec la plupart des établissements bancaires.
- Les banques européennes sont beaucoup moins spécialisées, ce qui peut les protéger davantage.
- Pourtant en Février 2008 : le gouvernement britannique doit nationaliser la banque Northern Rock en difficulté.
- Août 2008 : l'établissement espagnol Santander rachète à bas prix l'établissement britannique Alliance & Leicester.
- Tous les gouvernements européens sont obligés d'intervenir.
- Fin Septembre 2008 : la banque privée allemande Hypo Real Estate échappe à la faillite grâce à une ligne de crédit de 35Mds€ garantis par l'Etat.
- Les gouvernements français, belge, luxembourgeois sauvent la banque privée DEXIA des difficultés nées de sa filiale américaine FSA, spécialisée dans le rehaussement de crédit, exposée aux « subprimes »

L'ensemble de l'Europe est touché

6)Les réponses du Président de la République sont-elles

adaptées?

Interventionniste dans les mots, libéral dans les actes

Un budget 2009 qui ajoute à la crise

- Tout ce qui devrait baisser augmente, tout ce qui devrait augmenter baisse.
- Baisse des impôts des plus favorisés
- Recul des droits sociaux et des services publics
- Le "choc de confiance et de croissance " attendu se solde par l'échec :
 - Activité en net recul
 - Pouvoir d'achat en recul
 - Forte augmentation du déficit du commerce extérieur
 - Augmentation des déficits publics.
- · Les faillites américaines ne sont pas responsables :
 - des déficits du budget de l'Etat
 - de la dégradation des comptes de la Sécurité Sociale
 - de la diminution du pouvoir d'achat
 - de la forte augmentation du chômage en Août.
- N. Sarkozy exploite la crise financière pour justifier l'échec de sa politique.
- La volonté régulatrice et interventionniste de N. Sarkozy est en totale contradiction avec le budget 2009.
 - Accentuation de l'austérité (amputations en matière d'investissement, d'emplois, d'éducation,...)
 - Forte réduction des des dotations de l'Etat aux collectivités locales (75% de l'investissement public)
 - Aucune mesure d'augmentation du pouvoir d'achat

7) Comment les socialistes répondent aux menaces qui pèsent sur les particuliers et sur les entreprises ?

Réponses aux menaces

7) Comment les socialistes répondent aux menaces qui pèsent sur les particuliers et sur les entreprises ?

Mesure au niveau national

Créer un fonds national de garantie pour assurer la distribution des crédits par un système de caution publique.

Mesures pour les particuliers

Mesures pour les entreprises

Constat : qu'ils soient salariés, retraités, en activité ou non, la difficulté majeure c'est la faiblesse de leurs revenus.

- Exonérations de cotisations sociales conditionnées à la conclusion d'accords sur les salaires et l'emploi signés par une majorité de syndicats.
- Chèque transport généralisé à tous les français en milieu urbain ou rural.
- Revalorisations des:
- Pensions de retraite
- Allocations familiales
- Allocation rentrée scolaire
- Prime pour l'Emploi

Constat : Pas de croissance s'il n'y a pas d'investissement.

- Moduler l'impôt sur les sociétés pour les entreprises :
 - diminution lorsque le bénéfice est réinvesti
 - augmentation si le bénéfice est distribué sous forme de dividendes.
- Diminution exceptionnelle de l'impôt des sociétés les plus innovantes.

Réponses aux menaces

7) Comment les socialistes répondent aux menaces qui pèsent sur les particuliers et sur les entreprises ?

Mesures pour les collectivités locales

Constat : Elles sont à l'origine de 75% de l'investissement public.

- Elles doivent être fortement aidées au risque d'aggraver le ralentissement économique.
- Les dotations aux collectivités locales doivent être majorées pour assumer les priorités d'investissement :
 - éducation
 - transport
 - logement
 - développement durable

Le financement

Ces mesures sont financées par la suppression des mesures du "paquet fiscal" (bouclier fiscal, allègement des grosses successions, ISF,...) 8) Quelles sont les politiques de régulation à mener en France et en Europe ?

Politiques de régulation en France et en Europe

8) Quelles sont les politiques de régulation à mener en France et en Europe ?

Le constat

Plus d'Europe

Un emprunt européen

- Cette crise donne raison aux socialistes qui défendent depuis toujours la régulation du système financier.
- Les libéraux se mettent à nationaliser les établissements financiers et en appellent à l'unité nationale alors qu'ils ont toujours ignoré les propositions des socialistes visant à introduire de nouveaux systèmes de régulation et d'intervention de l'Etat.
- Même si certains Etats disposent de moyens pour intervenir isolément, la plupart n'en ont plus la capacité au regard de leurs finances publiques.
- Nous devons miser sur l'Europe qui est seule à la mesure de la crise du système financier.
- La crise appelle : une véritable solidarité européenne
 - une politique fondée sur le rôle régulateur de la puissance publique au niveau mondial, national.
- L'Europe doit disposer d'une coordination de ses politiques économiques et budgétaires.
- La création d'un fonds de soutien européen à l'investissement
- Un emprunt européen pour financer :

européen,

- des dépenses d'infrastructures,
- des politiques d'économies d'énergie,
- des programmes de recherche et d'Innovation

Politiques de régulation en France et en Europe

8) Quelles sont les politiques de régulation à mener en France et en Europe ?

Des mesures de transparence

Une politique monétaire maîtrisée

- Une législation pour contrôler les fonds spéculatifs à l'échelle européenne et mondiale (position du Groupe PSE au Parlement Européen)
- Un contrôle public des agences de notation
- L'indépendance des Commissaires aux comptes
- La réglementation des ventes à découvert
- L'élargissement du périmètre des établissements financiers soumis à la réglementation.
- Le plafonnement des rémunérations des dirigeants de la sphère économique et financière.

Le Conseil européen et la Commission européenne doivent immédiatement prendre des initiatives.

- La BCE dans sa politique de taux d'intérêt doit mettre en avant la croissance et l'emploi.
- Encadrement des paradis fiscaux qui ont notamment permis à certains fonds spéculatifs de se développer.
- Une conférence monétaire internationale doit remettre de l'ordre dans le dumping monétaire